Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !



n°235
24 août 2026
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les capitalistes sont le problème, les travailleurs sont la solution !

Editorial des bulletins d'entreprises du 19 juillet 2026

Un cinquième épisode de canicule est passé sur l'Europe. En Belgique, comme dans les autres pays, les pompiers manquent tellement de moyens qu'ils dépendent d'équipements prêtés par la police fédérale ou l'armée… peu adaptés à la lutte contre les incendies de forêt.

Tous les États augmentent leurs effectifs militaires, se précipitent pour acheter des armes, mais il manque de pompiers et ils sont sous-équipés en matériels et en protections contre les fumées nocives.

Les sécheresses provoquent une chute de la production agricole. Les récoltes de fruits et légumes pourraient baisser de moitié tandis que les troupeaux vont manquer de fourrage. Bien sûr, pour maintenir leurs bénéfices, les capitalistes du secteur de la grande distribution prévoient d'importantes augmentations des prix des denrées alimentaires.

Dans toute l'Europe, des centrales nucléaires sont mises au ralenti ou à l'arrêt parce leurs systèmes de refroidissement sont paralysés par la baisse du débit des fleuves. En Allemagne, le gouvernement envisage de transférer le fret du transport fluvial, à l'arrêt sur des portions du Danube et du Rhin, sur… des camions qui polluent 100 fois plus !

En Belgique, des milliers de personnes âgées ou à la santé fragile sont décédées chez elles ou dans les hôpitaux et les maisons de repos dépourvues de moyens pour se protéger contre la canicule. Et c'est encore plus grave dans des pays pauvres comme l'Inde, où chaque épisode de canicule tue des dizaines de milliers de personnes.



Des millions de travailleurs suffoquent dans les entreprises et les chantiers où rien ou presque n'a été entrepris pour adapter les conditions de travail.

Le bilan de l'impréparation aux conséquences du réchauffement climatique, annoncé depuis 50 ans par les scientifiques, est accablant.

Ce réchauffement est causé non par « *l'activité humaine* » en général, mais par le fonctionnement irrationnel du capitalisme dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'industrie, de la construction. L'agriculture et l'élevage intensifs, qui ne tiennent aucun compte de l'équilibre de la planète, entraînent une déforestation à grande échelle.

Les gouvernements font ce que les capitalistes exigent, ils ont une responsabilité écrasante dans les catastrophes qui s'accumulent. Ce sont leurs mesures d'austérité qui tuent les vieux, les malades, et les pompiers !

L'argent qu'ils refusent aux besoins de la population, ils le déversent sur les actionnaires. L'Union européenne a coordonné un plan de 700 milliards d'investissements publics pour une « *transition vers une économie décarbonée et durable* », en réalité pour arroser les entreprises de contrats et de subsides. Résultat ? Des profits énormes, mais une société désarmée face au réchauffement climatique !

Des moyens publics et bancaires gigantesques ont été mis à disposition de groupes capitalistes qui ne sont guidés que par la recherche du profit à court terme pour leurs actionnaires. Les géants de l'énergie, comme TotalEnergies, investissent certes dans le solaire et l'éolien… mais ils continuent de

forer et d'explorer des gisements d'hydrocarbures qui vont accroître le réchauffement.

En France, les syndicats agricoles dirigés par les gros exploitants obtiennent le soutien du gouvernement pour accaparer les ressources en eau grâce aux méga bassines au détriment des petits agriculteurs et de la population.

La baisse des rendements agricoles est un coup dur pour les petits agriculteurs, mais une source de profits supplémentaires pour les entreprises géantes qui contrôlent les stocks et spéculent sur les pénuries alimentaires comme les compagnies pétrolières spéculent sur le prix des carburants avec la guerre au Moyen-Orient.

Le fonctionnement du capitalisme, qui repose sur l'exploitation des travailleurs et des ressources naturelles, la concurrence et la recherche de profit privé, empêche l'activité humaine de limiter la pollution aux gaz à effet de serre et même de s'adapter aux besoins engendrés par le réchauffement climatique.

Cette adaptation nécessite une anticipation, une coordination de tous les pays et une planification de l'activité économique en fonction des besoins de la population et de la protection de l'environnement. Le capitalisme s'y oppose. Pour cela, il faut changer l'organisation de l'économie et instaurer une société communiste dirigée par les travailleurs, qui ne soit plus guidée par la recherche du profit privé.

La population sait faire preuve d'initiatives, de compétences et de dévouement lors de chaque crise. Il reste aux travailleurs à trouver la conscience et le courage d'exproprier la petite minorité de grandes familles capitalistes qui ont la main sur l'organisation de l'économie et de la politique.

Dans les entreprises

TEC : Des travailleurs qui tiennent tête

Le 14 août, les chauffeurs des TEC des dépôts de Mons et d'Eugies ont arrêté le travail pour protester contre l'absence de climatisation dans leurs bus alors que les températures à l'intérieur dépassaient les 40°.

Les critiques contre les grévistes n'ont pas manqué…

Mais combien de travailleurs qui souffraient également de la chaleur insupportable au travail, ont pensé que les grévistes avaient raison et que des arrêts de travail auraient été amplement justifiés chez eux aussi ?!

A présent, c'est autour des salaires que le problème se pose. Les organisations syndicales des TEC appellent à des actions de grève durant 48 heures les 26 et 27 août, pour réclamer des écochèques de 100 euros.

Et là encore, il n'y a pas que les salaires des chauffeurs des TEC qui ne suivent pas l'augmentation des prix. C'est un problème qui pèse lourdement sur la quasi-totalité des travailleurs.

Oui les grèves sont difficiles, pour les travailleurs grévistes comme pour la population qui en subit les conséquences. Pour être plus forts face aux patrons et aux gouvernements, c'est ensemble que toutes les catégories du monde du travail doivent défendre leurs intérêts communs, leur santé, leur salaire.



Mais ceux qui font le choix de se défendre maintenant, même à un nombre limité, élèvent une protestation qui montre qu'on peut relever la tête.

Heidelberg Materials : épuisé, accidenté, licencié

Les travailleurs de Heidelberg Materials ont arrêté le travail le 10 août sur les sites de Genk, Lommel et Tessenderlo. Ils protestaient contre le licenciement d'un collègue victime d'un accident après s'être endormi au volant de son camion suite à une longue journée de travail.

Durant cette semaine de fortes chaleurs, les travailleurs de Heidelberg Materials enchai-

naient de longues journées de travail, parfois jusqu'à 15 heures ! Les syndicats ont appelé les travailleurs à reprendre le travail en disant qu' « *ils s'efforceront de limiter la durée du travail à 11 heures par jour maximum avec un temps de repos de 11 heures entre deux prestations* ».

Le patron, Vincent Allaerts, a refusé de réintégrer le chauffeur sous prétexte qu'il ne portait pas sa ceinture de sécurité lors de l'accident. « *La sécurité, chez Heidelberg Materials, est toujours à la première place.* » dit-il.

A la première place, ce sont en réalité les profits des actionnaires pour lesquels il impose des journées de 15 heures au lieu d'embaucher !



Credit photo: ABVV

Non aux licenciements chez Alysse Food !

Mercredi 19 Août, la direction d'Alysse Food (pâtisserie industrielle) a annoncé licencier les 108 travailleurs de l'usine de Seneffe et cesser toutes ses activités fin octobre.

Les travailleurs jetés au chômage sont plongés dans la colère et l'angoisse : « *nos enfants, nos vies, nos maisons, nos voitures… qui va payer ?* », « *il y a des gens qui travaillent ici depuis vingt ans, (…) il y a des personnes de 55 ans qui se demandent si elles vont retrouver quelque chose* » dénonce une jeune déléguée syndicale interviewée par Sud Presse.

La décision de la direction est brutale. Elle rompt les promesses faites il y a un an lors de la dernière restructuration, qui s'avère aujourd'hui avoir été la première étape de l'actuelle fermeture définitive.

A l'époque, après trois semaines de grève, la direction d'Alysse Food et les dirigeants syndicaux s'accordaient sur le licenciement de la moitié des 209 travailleurs. Les permanents syndicaux assuraient alors aux travailleurs qui gardaient leur emploi qu'Alysse Food avait « *la volonté de continuer ses activités* ». Olivier Buyse, Secrétaire permanent CSC Alimentation et Services, jugeait même que « *vu les circonstances, (…) c'est un bon accord* ».

Mais les patrons mentent et leurs promesses ne valent rien !

Les dirigeants syndicaux le savent parfaitement. Et le crédit qu'ils avaient alors, qu'ils ont donné à l'accord passé avec Alysse Food, a désarmé les travailleurs. Cela rend la situation actuelle encore plus difficile !

La jeune déléguée raconte qu'elle et ses collègues « *ont cru à ce qu'on leur avait promis* », « *on pensait qu'il y aurait un rachat* » mais maintenant « *on se sent quand même trahis (…) on a l'impression [que la direction] a joué avec nous, avec notre santé mentale, avec nos nerfs* ».

Cette travailleuse ne se trompe pas. C'est effectivement ce qui s'est passé.

Pour licencier, restructurer et fermer les usines, les capitalistes font appel à des manipulateurs professionnels.

L'actuel PDG d'Alysse Food, Felix de Goulaine, en est une preuve vivante : il se vante même sur son CV d'avoir dirigé avec succès la restructuration d'il y a un an !

Face à ces requins à la solde des capitalistes, les travailleurs ont besoin de militants et d'organisations qui les renforcent et les aident à dévoiler les mensonges du patronat ! C'est-à-dire qui font l'inverse de ce que fait actuellement Giovanni Buscemi, permanent SETCa, qui déclare à propos des licenciements et de la fermeture de l'entreprise : « *[les dirigeants d'Alysse Food] auraient pu déclarer une faillite. (…) Ici, ils veulent encore faire l'investissement nécessaire pour payer ce qu'ils doivent aux travailleurs, avec leurs préavis* », « *pour moi, ils prennent une décision en bon père de famille* ».

Une décision en bon père de famille ? Alysse Food aurait pu se déclarer en faillite ? Mais de qui se moque-t-on ?!

Alysse Food est depuis 2020 une filiale du groupe Roullier qui déclare un chiffre d'affaires annuel de près de trois milliards d'euros !

L'actuelle PDG du groupe, Roxanne Roullier, a hérité avec ses sœurs et leurs enfants, des actions du groupe fondé par leur père et grand-père, Daniel Roullier ! D'après les chiffres du magazine Capital, la fortune de la famille dépasserait le trois milliards d'euros. En 2022, elle était la 36e famille la plus riche de France !

Voilà par quel « *bon père de famille* » les travailleurs d'Alysse Food se font virer ! La famille Roullier n'a jamais fait de cadeau aux travailleurs ! Toute sa fortune s'est construite sur l'exploitation du travail d'ouvriers et d'ouvrières à travers le monde ! Elle a les moyens de maintenir les salaires des travailleurs de Seneffe !

Travailler une heure par jour ?

C'est le titre d'un rapport réalisé par un petit collectif militant du Pays basque français. Leur idée : actualiser le fameux rapport publié en 1977 en France et intitulé « *Travailler deux heures par jour* ».

Leur exercice théorique est le suivant : ils partent de l'économie française en 2006 et font une série d'hypothèses simplificatrices et de raisonnements, qui peuvent être résumés en quatre grands points.

1. Réduire la production : en supprimant la production militaire et les armées, les grands travaux et transports inutiles, la publicité, l'obsolescence programmée… Ils montrent aussi que, si les richesses étaient également réparties, on pourrait réduire la consommation totale tout en augmentant celle des 50% les plus pauvres.

2. Sortir certaines tâches du travail salarié (réparer soi-même ses objets par exemple).

3. Utiliser les gains de productivité pour réduire les heures travaillées.

4. Considérer que toutes les personnes (sans incapacité de travail) âgées de 16 à 75 travaillent (une heure par jour).

Pour chacun de ces points, ils font des hypothèses, il ne s'agit pas de calculs précis. De plus, ils raisonnent sur la France uniquement, alors qu'il faudrait l'étendre à l'échelle mondiale.

Comme le reconnaissent d'emblée les auteurs du rapport, il s'agit avant tout de montrer qu'il serait possible de vivre bien sans s'épuiser au travail.

Utopiste ? Pas tellement. Au début du capitalisme, le patronat jurait bec et ongles que si on limitait la journée de travail qui était de 14h parfois 16h par jour à seulement 12h par jour, l'économie allait s'effondrer. Aujourd'hui, on travaille officiellement 8h par jour et non seulement l'économie ne s'est pas effondrée mais les descendants de ces capitalistes font des profits faramineux !

Et puis, quand la société humaine aura supprimé l'argent comme moyen de répartir la richesse produite, que chacun produira en fonction de ses capacités et consommera en fonction de ses besoins, le temps de travail nécessaire sera encore plus réduit. Alors la culture, l'art, le sport, les voyages… pourront librement s'épanouir pour l'ensemble des humains.

Alors oui, ça donne rudement envie de renverser ce système capitaliste pour travailler tous, en travaillant moins pour servir les besoins de l'humanité !

L'exclusion du chômage : une attaque contre tous les travailleurs

Près de 100.000 personnes ont déjà été exclues du droit aux allocations de chômage, et 80.000 risquent encore de perdre leurs allocations d'ici la fin de l'année.

Toutes catégories confondues, c'est plus d'un chômeur sur deux qui se trouvera privé de ses allocations.

Le mythe des « profiteurs »

Le gouvernement prétend s'attaquer « *aux profiteurs* » du chômage, à ceux qui utiliseraient les allocations depuis des années pour éviter de devoir travailler. Mais quand on voit les licenciements et les suppressions d'emplois se multiplier partout, comment croire qu'un chômeur sur deux est un soi-disant « *profiteur* » ?



L'écrasante majorité des chômeurs sont des travailleurs qui ont été licenciés ou dont le poste a été supprimé. Rien que ces dernières années, il y a eu des licenciements collectifs chez Audi Forest, Cora, Nike Anvers, H&M, Imperial, Alysse Food… et la liste ne fait que se rallonger !

Et quand on se retrouve viré à 50 ans, après 20 ans, 30 ans de travail, quel patron accepte de nous embaucher ? Et dans quelles conditions ?!

La vérité c'est que le chômage, ce sont les capitalistes qui en sont responsables à coup de licenciements, de suppressions de poste et de refus d'embauche !

Ce sont les travailleurs sans-emplois qui sont visés

Ce que vise l'exclusion du chômage, organisée par le gouvernement à la demande du pa-

tronat, c'est d'augmenter la pression pour qu'on accepte des conditions de travail et de salaire qu'on n'accepterait pas sinon ! Et les premiers visés par cette politique ne sont pas les prétendus « *chômeurs de longue durée* », mais ceux qui ont été licenciés récemment et que les patrons peuvent exploiter immédiatement, sans devoir les former, ni aménager les conditions de travail !

Car pour permettre à ceux qui n'ont plus travaillé depuis de longues années de retrouver un emploi, il faudrait des investissements, des conditions de travail adaptées et de véritables formations avec de vraies embauches à la clef. Mais tout cela n'existe pas ! La politique du gouvernement ne fait qu'accroître les difficultés des plus précaires, des plus âgés et de tous ceux que les patrons refusent d'embaucher, pour mieux faire pression sur tous les autres !

La moitié des exclus se tournent vers les CPAS

Sur les 100.000 personnes exclues du chômage depuis janvier, la moitié s'est déjà tournée vers le CPAS pour demander un revenu. Là, l'administration, souvent dirigée par des politiciens socialistes, les soumet à une politique de contrôle systématique qui ne vise qu'à les humilier.

Dans les CPAS, ceux qui demandent le revenu d'intégration social doivent soumettre tous les aspects de leur vie au contrôle de l'administration. Rien ne peut y échapper : compte en banque, réseaux sociaux, vie de couple… même le nombre de cigarettes fumées par jour !

L'humiliation est telle que beaucoup préfèrent accepter un emploi à n'importe quelle condition. Et c'est bien le but recherché par l'État et le patronat !

Faire des économies au profit des capitalistes !

Les ministres justifient aussi leur mesure en prétendant que le budget du chômage est devenu tellement élevé qu'il mettrait en danger le budget de l'État. Mais c'est encore un mensonge !

En 2025, le budget total du chômage n'était que de 6,5 milliards d'euro, alors que le montant des intérêts de la dette de l'État payés aux banques était de 14 milliards. Le montant des dépenses militaires s'élevait lui à dix milliards, et selon une étude d'économistes proches des syndicats, les cadeaux accordés aux entreprises atteignaient déjà 51 milliards d'euros rien que pour l'année 2022… C'est là qu'il faudrait faire des économies !

Mais c'est évidemment hors de question pour le gouvernement… Pour lui, comme pour le patronat, c'est aux travailleurs de payer. Les mesures d'austérités ne visent pas à faire des économies, mais à détourner de l'argent public qui était destiné aux budgets sociaux pour offrir encore plus de cadeaux aux capitalistes et augmenter les dépenses militaires.

Ceuta : opération division

L'arrivée à Ceuta de plusieurs dizaines de milliers de jeunes Marocains et migrants fin juillet a provoqué un déchainement de mensonges et une campagne d'instrumentalisation xénophobe. Alors même qu'une



grande partie de ces jeunes migrants ont rapidement été refoulés vers le Maroc, les politiciens de droite et d'extrême droite, mais aussi la plupart des gouvernants européens ont brandi la menace d'une « *invasion* » dont il faudrait se défendre.

Georges-Louis Bouchez, dans les pas de Meloni et beaucoup d'autres, a demandé une suspension de l'Espagne de l'espace Schengen. De Wever a affirmé qu'il fallait renforcer les frontières extérieures de l'Union européenne et accélérer les procédures « *pour pouvoir réellement renvoyer les gens* ».

Cette démagogie ne vise qu'à faire peur et renforcer les forces de répression ! Tous savent très bien et depuis le début qu'aucun de ces jeunes qui voulaient émigrer, à la recherche d'un endroit où vivre dignement, n'avait la moindre chance d'atteindre la péninsule ibérique et encore moins la France, l'Italie ou la Belgique.

L'accès au continent européen est aussi difficile à partir de Ceuta qu'à partir du Maroc.

L'objectif des politiciens et des gouvernements est d'attiser la peur et faire diversion pour détourner la colère des travailleurs de leurs vrais ennemis. Tous ont délibérément menti pour faire croire que les immigrés constitueraient une menace et que les frontières pourraient protéger du chômage et de la

pauvreté.

Mais les bas salaires, les licenciements, les coupes budgétaires sur le dos de la population, l'insécurité que nous vivons est due à l'enrichissement des capitalistes qui exploitent toujours plus les travailleurs ! C'est pour masquer cette réalité et affaiblir les travailleurs devant les attaques des patrons et du gouvernement qu'ils font toute cette démagogie sur l'immigration.

Refusons d'être divisés avec les populations qui ne cherchent rien d'autre qu'un endroit où vivre dignement, fuyant le pillage et les guerres que les capitalistes européens sèment en Afrique depuis plusieurs siècles !

Demandeurs d'asile piégés

De plus en plus de demandeurs d'asile sont arrêtés alors qu'ils se présentent… à une convocation de l'office des étrangers. L'an dernier : 71 personnes. Cette année est loin d'être écoulée et déjà 68 ont ainsi été trompées : alors qu'elles pensaient se présenter à une audition, elles ont été prises par la police et placées en centre fermé.

Cette pratique ignoble met les demandeurs d'asile dans un piège ! Se rendre à la convocation c'est risquer de se faire arrêter . Ne pas s'y rendre signifie être considéré comme ayant renoncé à sa demande .

Avec les visites domiciliaires, qui permettraient à la police d'entrer de force dans des logements, ou encore le « *règlement retour* » européen, une même logique s'installe : traquer, enfermer et déshumaniser toujours davantage les réfugiés.

C'est dangereux, non seulement pour les demandeurs d'asile mais pour l'ensemble de la population ! Les demandeurs d'asile sont les premiers touchés.

Mais cela montre que des dirigeants de l'État donnent consigne à des fonctionnaires de tromper les gens, aujourd'hui les travailleurs étrangers, demain des militants syndicalistes et d'autres opposants au régime capitaliste.

Racket légal

Pour financer ses dépenses, l'État emprunte auprès de banques. Cet emprunt est ensuite remboursé… avec des intérêts. En 2025, ces intérêts aux banques ont coûté 14 milliards à l'État belge. Plus de deux fois le budget total annuel du chômage sur cette même année, qui lui, se montait à 6,59 milliards d'euros !

Dire que les chômeurs sont responsables de l'endettement est un mensonge !

Et avec les guerres et l'inflation, les taux d'intérêt auxquels la Belgique emprunte sur dix ans n'arrêtent pas de grimper et aujourd'hui atteignent 3,8% : le niveau le plus élevé depuis 2012. Plus les taux montent, plus les banques se gavent avec nos impôts et les taxes.

Préparation militaire

Le groupe liégeois FN Browning a été sélectionné pour reconstruire une filière de munitions de petit calibre en France. Au total, c'est 75 millions de munitions par an qui seraient produites pour l'armée française pour des fusils d'assaut, des mitrailleuses ou des fusils de précision.

Ce contrat est un symptôme supplémentaire de la préparation des États aux futurs conflits militaires. Il y a encore quelques années, la bourgeoisie estimait que la production locale de munitions n'était pas nécessaire : le marché mondial en produisait suffisamment. Mais depuis quatre ans, la situation a changé. La crise du capitalisme s'aggrave, et les tensions militaires entre pays avec elle.

Avec ce type de contrat, la bourgeoisie en profite pour sortir les violons du nationalisme : l'Europe, la France, la Belgique doivent devenir "autonomes" dans leur production militaire, et relocaliser les usines sur "nos" territoires. Et en plus les responsables politiques prétendent qu'il faudrait se réjouir car ce genre de contrat serait une opportunité pour la Région wallonne et contribuerait à la sortir de son marasme !

Les grandes fortunes de Wallonie vont bien... et l'unique actionnaire de FN Browning, la Région wallonne, les soutiendra encore. Mais les profits que le groupe fera à l'avenir n'amélioreront en rien la situation des travailleurs en Belgique.



On le voit déjà aujourd'hui ! A quoi sert réellement le budget de l'État ? En 2025, les budgets pour l'armement ont presque doublé par rapport à 2024. Et dans le même temps, le gouvernement s'attaque à tous les services utiles à la population : hôpitaux, pompiers, enseignement…

Quant aux travailleurs de ces futures usines en France dans la Drôme, ils n'ont pas d'autre choix que de trouver un emploi pour vivre, quel que soit le secteur.

La seule vraie perspective pour les travailleurs, c'est de prendre en main toute l'économie, y compris ces usines, de les contrôler et de les faire tourner dans leurs propres intérêts.

Rentrée sous le signe de l'austérité

La rentrée scolaire commence sous le signe de l'austérité. Des enseignants perdent leurs heures, d'autres voient leur temps plein réduit ou doivent chercher des heures dans plusieurs écoles.

La ministre Glatigny affirme qu'il n'y aura pas de suppressions d'emplois. C'est un mensonge ! Dès cette rentrée, les enseignants du secondaire supérieur doivent prester 22 heures devant les élèves au lieu de 20, sans augmentation de salaire. En faisant travailler davantage ceux qui restent, le gouvernement réduit ainsi le nombre total d'enseignants. Les syndicats évaluent à environ 1.300 temps plein qui disparaissent.

Un remplaçant dont les heures disparaissent, un temps plein réduit ou un jeune enseignant qui ne trouve plus de poste, ce sont bien des emplois supprimés.



Les témoignages d'enseignants qui se retrouvent sans emploi se multiplient. Une professeure de sciences à temps plein a appris que son école ne pouvait même plus lui garantir un mi-temps. Mère de trois enfants, elle a finalement quitté l'enseignement pour retourner travailler comme pharmacienne. Voilà la réalité derrière les déclarations des ministres : on fait travailler davantage les enseignants déjà en poste et ce sont les plus précaires et les nouvelles générations qui encaissent d'abord le choc.

Les familles passent à la caisse

Pour les familles aussi, les frais augmentent tandis que les moyens consacrés à la gratuité diminuent. Selon la Ligue des familles, une rentrée peut coûter 700 à 800 euros par enfant dans le secondaire général et dépasser les 1.000 euros dans le qualifiant, avec les vêtements de travail, outils, chaussures de sécurité ou matériel informatique.

Pendant ce temps, le gouvernement remet encore plus en cause la prétendue gratuité de l'enseignement. Le budget par élève versé aux écoles pour l'achat du matériel scolaire est divisé par trois.

Même logique pour les repas scolaires : en 2025-2026, un dispositif de 21,4 millions d'euros permettait encore à près de 55.300 enfants parmi les plus défavorisés de bénéficier de repas complets gratuits.Tous ces financements ont été supprimés ou réduits par les dernières réformes.

Moins de postes, moins de moyens pour les écoles, davantage de frais pour les familles : enseignants, élèves et parents ont tous intérêt à refuser cette politique d'austérité.

Franck l'embrouille

Tout le monde a réagi comme à une piqûre de guêpe en entendant parler d'une franchise de 500 euros avant d'être remboursé de ses dépenses de soins de santé. Cette « *idée* » répandue mi-juillet par la presse, figure dans une note de l'Inami (Institut national de l'assurance maladie invalidité), comme moyen d'économiser 4,7 milliards d'euros dans les dépenses de la sécurité sociale. Le doublement du ticket modérateur, cette somme à payer directement au médecin lors d'une consultation, est une autre proposition. Mais quelle mouche a piqué l'Inami ?

Cette note est en fait un travail commandé par les ministres du gouvernement fédéral avant de partir en vacances. Ces vieux renards de la politique ont l'habitude de ce genre de procédé. Maintenant que l'idée est lancée, et qu'elle soulève l'indignation, des collaborateurs anonymes du ministre de la santé, Franck Vandenbrouck, peuvent répondre que « *ce n'est pas la position du ministre Vooruit* [ex socialistes flamands]*, mais une proposition de partenaires de la coalition* ».

De retour de vacances, tout bronzé, Vandenbrouck pourra rassurer ses électeurs en faisant semblant de s'y opposer. Au final, il n'y aura sans doute pas la franchise des 500 euros, ni le doublement du ticket modérateur, mais bien un mix soit disant modéré des deux, ou d'autres mesures tout aussi révoltantes

pour parvenir au même résultat pour faire payer la population.

C'est ainsi que, depuis plus de 40 ans, la gauche assume la politique de la droite et prétend sauver les pensions en mettant les pensionnés au travail, l'assurance chômage en excluant les chômeurs et l'assurance maladie en obligeant les plus pauvres à renoncer à se soigner.

L'exploitation ne prend pas de vacances

Le 20 août, près d'Anvers, un travailleur est mort écrasé par deux tonnes de pierres dans une entreprise spécialisée dans sa transformation. Un mort de plus qui s'ajoute à la liste des victimes de l'exploitation capitaliste.

Rien que cet été, un travailleur et une travailleuse sont morts à quelques semaines d'écart, percutés par un véhicule sur les quais du port d'Anvers. Dans la même ville, un homme travaillant sur une terrasse est décédé de sa chute du dernier étage de l'immeuble.

À Bierbeek près de Louvain, un ouvrier a perdu la vie dans un chantier de rénovation. À Weelde, coincé dans un système de nettoyage de conteneurs, un ouvrier est mort sans être parvenu à activer le bouton d'arrêt d'urgence. À Seneffe, un pompier est décédé en pleine intervention, écrasé par un véhicule.

Un autre pompier est mort, le 14 août, suite à deux explosions pendant l'intervention de son équipe – trois autres blessés graves – sur une conduite de gaz endommagée à Bruxelles.

Sans oublier les six ouvriers morts dans l'incendie du chantier de rénovation de l'immeuble Oxy à Bruxelles, et un jeune forain décédé écrasé par son manège pendant son démontage… Et sans doute d'autres dont la presse n'a pas parlé.

À cela s'ajoutent tous les blessés graves, couvreur tombé d'un échafaudage, agriculteur coincé et écrasé sous son tracteur renversé, techniciens dont la nacelle a pris feu lors d'une intervention sur le réseau électrique, ouvrier blessé par l'explosion d'un compteur électrique…

Il est impossible d'en faire une liste exhaustive puisqu'une bonne partie des accidents du travail ne sont jamais déclarés, sous la pression des patrons.

La responsabilité de ces morts et blessures n'incombe pas aux erreurs individuelles et aux fautes d'inattention après six ou sept heures de travail sous pression ou en pleine canicule, avec des équipements insuffisants.

Les responsables sont ceux qui organisent minutieusement l'exploitation pour s'enrichir sur le dos des travailleurs en aggravant les conditions de travail et donc les risques.

Cela force même des indépendants et petits patrons à prendre aussi des risques au travail pour baisser les coûts et obtenir des contrats malgré la concurrence féroce.

En 2025, les grandes entreprises du BEL 20 ont engrangé plus de 17 milliards d'euros de bénéfices, un hausse de près de 25% en un an !

Les moyens existent pour améliorer les conditions de travail, suppléer au sous-effectif, acheter du matériel de protection, réduire drastiquement les risques. Mais cela signifie prendre l'argent sur le compte des capitalistes ! Ce choix ne pourra être imposé que par les travailleurs eux-mêmes.

Travail des enfants : capitaliste sans complexes !

Roland Duchâtelet, milliardaire, ancien propriétaire du club de foot de Saint-Trond, ex-président du Standard, ancien sénateur Open Vld et nouvel adhérent au MR, a récemment plaidé dans une interview à De Morgen pour… le travail des enfants dès douze ans !



« *Ici dans la région, nous devons tout le temps embaucher des Roumains pour cueillir des fruits, mais des enfants pourraient tout aussi bien cueillir des pommes et des poires* » explique M. Duchâtelet qui arrive en une seule phrase à mêler travail des enfants et racisme crasse.

Mais bien sûr ! Comment n'y avons-nous pas pensé plus tôt ? Qu'ont donc de mieux à faire les enfants ? Certainement pas aller à l'école puisque, selon lui, « *un très grand nombre d'enfants s'ennuient à mourir à l'école. Ils gâchent leur temps parce que ça va trop lentement, ou trop vite* ». Et voilà ! Problème réglé : les enfants gambadent dans les champs à cueillir des pommes et ne s'ennuient plus à l'école ! Simple comme bonjour.

On pourrait croire à une mauvaise blague. Mais ces déclarations nourrissent un discours mensonger bien réel : présenter le travail des enfants comme un sympathique « *coup de main au voisin* » ou quelques voitures lavées pour gagner un peu d'argent.

La réalité est tout autre. Les 15-17 ans qui travaillent aujourd'hui en Belgique sont employés dans de véritables entreprises, dans le commerce, l'HoReCa, l'intérim. Et la loi autorise jusqu'à 650 heures de travail étudiant par an, loin de quelques heures passées à aider un voisin !

En plus de passer leur jeunesse à se faire exploiter plutôt qu'à se former et se cultiver, les jeunes qui travaillent sont particulièrement touchés par les accidents de travail. L'an dernier, en France, cinq adolescents sont morts à la suite d'un accident au travail. En 2023, en Belgique, un jeune de 17 ans est mort, à la suite d'une chute d'un bloc de béton, lors de son premier jour de stage sur un chantier ! Selon Fedris, l'agence fédérale des risques professionnels, 251 accidents de travail ont touché des jeunes de 15 à 19 entre 2022 et 2024.

M. Duchâtelet agit ici en fidèle représentant de sa classe : celle des capitalistes pour qui le travail des autres est une source de profits. Rien de très étonnant venant d'un milliardaire qui a bâti sa fortune comme actionnaire dans l'industrie des semi-conducteurs, dépendante de chaînes mondiales de minerais (cobalt, étain, etc.) dans lesquelles le travail des enfants, y compris comme esclaves, est largement documenté, notamment dans les mines et le textile.

Méga-feux

Le 14 août, un incendie s'est déclaré dans les Hautes Fagnes, près de Liège. Le plus important depuis plus d'un siècle, avec près de 3.000 hectares ravagés, des centaines d'habitants évacués, des villages menacés.

Face aux flammes, dans des terrains difficiles d'accès, les pompiers ont dû lutter avec des moyens totalement insuffisants. Avant l'arrivée de l'aide internationale, seuls deux hélicoptères de la police fédérale, dotés d'une faible capacité de largage, pouvaient intervenir depuis les airs. Pourtant, dès 2022, des responsables de la protection civile réclamaient l'achat d'un Canadair, ce qui n'a jamais eu lieu.

Les effectifs des services d'incendie ont diminué ces deux dernières années pour atteindre 17.000 pompiers et volontaires en 2025. Des chiffres qui surestiment encore les forces réellement disponibles, car un même pompier peut être professionnel dans une zone et volontaire dans une autre, et donc être comptabilisé deux fois.

Pour tenir dans les Fagnes, les zones de secours de tout le pays ont dû envoyer des hommes, des camions et des citernes. Mais chaque véhicule envoyé est un véhicule qui n'est plus disponible ailleurs. Les responsables des pompiers avertissaient qu'en cas de nouveaux départs de feu, ils finiraient par ne plus rien avoir à envoyer.

Des années d'austérité ont laissé les services de secours au bord de la rupture. Face au feu, ce sont pourtant les pompiers, les agriculteurs et les habitants qui, par leur initiative et leur organisation, ont empêché que la catastrophe ne soit encore plus grave.



Un incendie annoncé

Après chaque catastrophe, les ministres promettent de « *tirer les leçons* ». Mais celles de cet incendie étaient écrites avant même que les Fagnes ne brûlent.

En février 2025, le Centre d'analyse des risques du changement climatique (CERAC) avertissait que les incendies allaient devenir plus fréquents, plus intenses et davantage susceptibles d'éclater simultanément. Une autre étude estimait la même année que 541.000 ménages wallons vivaient à moins de 200 mètres d'une zone à risque d'incendie.

Les experts ont beau alerter et les pompiers réclamer du matériel en suffisance, rien n'y fait. Et ce n'est pas faute d'argent. La Belgique prévoit aujourd'hui l'achat de 11 F-35 supplémentaires, mais n'a pas trouvé en quatre ans de quoi acheter un seul Canadair. Lorsqu'il s'agit de préparer la guerre et d'abreuver d'argent les capitalistes de l'armement, le gouvernement trouve des milliards, mais face au feu, il laisse les pompiers et la

population se débrouiller avec les moyens qui restent.

Poudrière capitaliste

Mais le problème ne se limite pas au manque de moyens publics. La bourgeoisie a également contribué à transformer les Fagnes elles-mêmes en terrain plus vulnérable au feu afin de satisfaire sa soif de profit.

À la fin du XIXe siècle, l'industrie minière exigeait toujours davantage de bois pour soutenir ses galeries. Les Hautes Fagnes ont alors été mises au service de ces besoins : entre 1865 et 1964, au moins 2.100 hectares de résineux y ont été plantés.

Mais les épicéas supportent mal les terrains gorgés d'eau. Pour permettre leur exploitation, les tourbières ont donc été quadrillées de drains et artificiellement asséchées. Un milieu naturellement humide, qui retenait l'eau, a ainsi été transformé en terrain plus sec et donc plus vulnérable au feu. Des experts de l'Université de Liège expliquent que ces anciens fossés assèchent la tourbe et favorisent les incendies.

Pendant des générations, la nature a été transformée selon les besoins immédiats de la rentabilité, tandis que les conséquences à long terme étaient laissées à la population.

Leur système brûle, les travailleurs tiennent

Pendant des décennies, les scientifiques ont averti. Les catastrophes se succèdent : canicules meurtrières, inondations de 2021 qui ont fait 39 morts dans l'est du pays, puis, cinq ans plus tard, les Hautes Fagnes en flammes. À chaque fois, les gouvernements promettent après coup davantage de prévention, de matériel et de personnel.

Mais leur impréparation n'est pas seulement le résultat de mauvais choix politiques. Elle découle d'une société où les besoins collectifs passent après les exigences de rentabilité, de concurrence et de profit imposées par la classe capitaliste. Les gouvernements ne font qu'administrer cette logique en réduisant les dépenses utiles à la population.

Face à cette faillite, ce sont encore les travailleurs qui font tenir la société lorsque tout vacille : pompiers professionnels ou à temps partiel, agriculteurs venus avec leurs citernes, habitants organisant l'aide et le ravitaillement, travailleurs des services publics mobilisés jour et nuit.

Dans chaque crise, ils démontrent qu'ils possèdent les connaissances, les compétences et la capacité d'organisation nécessaires pour faire fonctionner la société et donc pour la diriger.

Pendant les catastrophes, l'austérité continue !

Le 29 juillet, des agents du Département Nature et Forêt (DNF) du SPW manifestaient à Libramont pour dénoncer le projet de démantèlement de la DNF et la fonte des effectifs provoquée par le non remplacement de deux départs sur trois. Quinze jours plus tard, ils étaient mobilisés pour guider les pompiers à travers les forêts des Fagnes dévorées par les flammes.



Car actuellement, les services de secours ne disposent toujours pas d'une cartographie adaptée pour les interventions en milieu forestier. Ce travail de cartographie des voiries forestières, des points d'eau et des barrières est en cours au sein de la DNF en collaboration avec les pompiers, mais faute de moyens humains, il n'est toujours pas disponible.

De même, il n'existe toujours pas de monitoring des risques d'incendies, un outil capital pour la prévention des feux de forêt. Le climatologue de l'ULiège, Xavier Fettweis, rappelle que le financement du projet de monitoring a été mis à l'arrêt par le gouvernement wallon actuel. Le ministre-président wallon, Adrien Dolimont (MR), répond : « *le projet n'a pas été abandonné, mais priorisé pour mettre l'accent sur la cartographie* »… cartographie qui n'existe toujours pas.

Ainsi, de crises sanitaires en crises climatiques, les politiciens sacrifient les moyens nécessaires à la population et envoient les travailleurs au casse-pipe pour sauver ce qui peut l'être, tout cela pour gaver les capitalistes de subsides et de contrats d'armements !

Corée du Sud : 40.000 grévistes

En Corée du Sud, 40.000 ouvriers et employés d'Hyundai se sont mis en grève vendredi 21 août, bloquant l'ensemble des usines de production du pays. C'est la mobilisation la plus importante depuis dix ans !

Le syndicat des travailleurs demande, entre autres, une augmentation de salaire sous la forme d'une hausse de 50% de leur prime de performance. Les patrons, avec leurs larmes de crocodiles, ont affirmé ne pas pouvoir « *accepter les exigences du syndicat* ».

Pourtant, de l'argent, il y en a. Si les dividendes versés par Hyundai Motor en 2025 sont ramenés au nombre de salariés, chaque travailleur a rapporté 130.000€ aux actionnaires… rien que pour l'année 2025 !

Cette lutte, par son ampleur et par le nombre important de grévistes, pourrait donner des idées à d'autres travailleurs pour commencer à se défendre et ce … même par delà les frontières !

Extension de la guerre au Moyen-Orient

La guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran continue. En juin, les USA et l'Iran avaient signé un accord provisoire visant prétendument à y mettre fin. Aujourd'hui, le délai prévu par l'accord a expiré et le conflit se dirige vers de nouvelles extensions plutôt que vers son terme.

Fin juillet, un navire iranien était frappé par l'Ukraine en mer Caspienne et un méthanier lié à des intérêts américains était attaqué dans un port égyptien. Parallèlement, les forces américaines et saoudiennes bombardaient des groupes alliés de l'Iran dans l'est de l'Irak, tandis que l'Iran tirait des missiles sur les troupes américaines en Jordanie. Samedi 20 Août, c'était au tour de la Syrie de dénoncer les « *attaques répétées* » d'Israël sur son sol, après qu'un drone ait frappé le sud du pays, quelques jours après le bombardement d'une base militaire dans le nord-ouest.

Les pays du Moyen-Orient s'arment de plus en plus et le jeu des alliances militaires bat son plein. L'Arabie saoudite a signé, le 7 août, un accord de défense avec le Pakistan et la Turquie, deux autres puissances régionales. Même si ces trois pays sont des alliés des États-Unis, cet accord signé sans le parrainage de Trump, marque la volonté de leurs dirigeants de ne pas dépendre entièrement des États-Unis pour la défense de leurs intérêts stratégiques.



Pour Trump, l'enjeu demeure la domination de région, la soumission du régime iranien et le contrôle du détroit d'Ormuz. Il ne dispose néanmoins pas des moyens politiques, à quelques mois des élections de mi-mandat, de déclencher une guerre totale contre l'Iran. Même ses moyens militaires non nucléaires sont insuffisants pour mettre l'Iran à genoux.

C'est pourquoi, jeudi 20 Août, les États-Unis ont pressé leurs alliés et la Chine de rejoindre une vaste opération de pression économique contre l'Iran, censée faire « *chuter le régime* » de Téhéran sans reprise des opérations militaires. Pour tenter de leur forcer la main, le régime américain a affirmé que les pays qui ne soutiendraient pas cette offensive seraient considérés comme étant « *contre nous* » (c'est-à-dire contre les USA), et Trump a menacé de « *terribles représailles économiques* » tous les pays qui soutiendraient Téhéran malgré cet avertissement.

C'est principalement la Chine qui est visée par ces menaces. Plus d'un quart des échanges commerciaux de l'Iran en 2024 ont été réalisés avec la Chine, qui est une grande consommatrice du pétrole iranien, et cela malgré les sanctions américaines.

En Europe aussi, nous pourrions être atteint par la guerre. Les pays européens sont déjà impliqués dans la guerre contre l'Iran par les bases de l'Otan qu'ils abritent. Dans les médias, des voix tentent déjà de préparer l'opinion publique européenne en parlant de « *menace iranienne* », et, mercredi 19 Août, le journal financier Financial Times, assurant citer des sources proches du gouvernement iranienn prétendait que Téhéran

envisageait de viser des cibles dans le sud-est de l'Europe si le président américain Donald Trump décidait d'intensifier le conflit.

La guerre apparaît de plus en plus comme un incendie hors de contrôle. Les gouvernements de tous les pays empilent les combustibles et multiplient les efforts pour embrigader les populations. Tous, nous aurons à souffrir des conséquences des guerres jusqu'à ce que les travailleurs renversent le régime capitaliste qui les provoque.

Israël accélère la colonisation de la Cisjordanie

Sans compter Jérusalem-Est, occupée et annexée par Israël, plus de 500.000 colons israéliens vivent déjà aujourd'hui en Cisjordanie, au milieu de quelque trois millions de Palestiniens.

L'extrême droite israélienne au pouvoir ne compte pourtant pas en rester là. Elle vise à coloniser l'entièreté du territoire palestinien. Ainsi, le gouvernement de Netanyahou a publié le 18 août, un appel d'offres pour la construction de 1.234 logements destinés à des Israéliens dans une zone de 12 km carrés située en territoire occupé. Si ce projet voit le jour, il coupera en deux le territoire palestinien de Cisjordanie.

Plusieurs pays européens, dont la Belgique, la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie ont publié un communiqué commun, condamnant le projet de construction. Mais comme à chaque fois, ces protestations restent purement verbales et ne seront suivies d'aucune action.

Les gouvernements des États impérialistes, USA en tête, ont besoin d'Israël comme point d'appui au Moyen-Orient pour imposer les intérêts occidentaux face aux intérêts des pays arabes. Et c'est ainsi que, depuis 1967, ils laissent hypocritement l'État israélien occuper la Cisjordanie et organiser sa colonisation en toute impunité.

L'État israélien sait qu'il a les mains libres pour couvrir et soutenir toutes les exactions des colons. Le 20 août par exemple, un conseil local de colons a annoncé, en présence du ministre israélien des finances, que des colons avaient commencé à s'installer dans la colonie de Kadim, une semaine après la réouverture officielle par Israël de la colonie voisine de Ganim. Symbole de l'accélération de la colonisation : ces deux colonies avaient été évacuées en 2005 dans le cadre du plan de désengagement de l'ancien premier ministre Ariel Sharon.

La politique de colonisation des territoires palestiniens par l'État israélien ne se limite pas à l'ouverture de colonie israélienne en territoire palestinien. Elle recouvre tout autant des actes de terrorismes à l'encontre des habitants de ces territoires.

Début août, des habitants du village de Qusra, proche de la ville de Naplouse, ont été violemment attaqués par des terroristes israéliens. « *Nous dormions un matin, avec mon frère. Ils sont venus et ils ont défoncé la porte, en nous criant d'ouvrir, d'ouvrir la porte. Même maintenant je n'arrive pas à réaliser ce que j'ai vu devant moi. Ils étaient plus de 20, 30 peut-être* », a raconté un des habitant de Qusra à la BBC. « *Il y avait des gens contraints de quitter leurs maisons, beaucoup de gens* », a-t-il ajouté.

La violence de l'épisode a choqué jusqu'en Israël, mais l'armée, qui est intervenue sur place, couvre et soutient les colons extrémistes.

Pour imposer la terreur aux Palestiniens, l'armée et les colons marchent main dans la main.

Ainsi, le 21 août, deux Palestiniens ont encore été tués en Cisjordanie occupée, l'un à Jénine, dans le nord, par des tirs de l'armée israélienne, et l'autre dans le sud du territoire par un colon.

En résumé, l'armée israélienne fait semblant de retenir les groupes extrémistes sionistes, tout en empêchant les Palestiniens de la possibilité de se défendre, et de leur côté, l'Europe et les USA font semblant de protester contre la politique de colonisation et de nettoyage ethnique en Cisjordanie, tout en armant Israël contre les populations arabes.



Colonie israélienne près de Bethlehem

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique

Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be